



ACTION POUR LA PAIX, L'ÉDUCATION ET LA DÉFENSE DES DROITS HUMAINS

COMMUNIQUE DE PRESSE N°021/COORD/N-K/2021

ERUPTION DU VOLCAN NYIRAGONGO DU 22 MAI 2021, L'APEDH EXIGE DES EXPLICATIONS NETTES AU PRES DU MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE DE LA RDC SUR L'OISIVETE DU GOUVERNEMENT DANS LA GESTION DE L'OBSERVATOIRE VOLCANOLOGIQUE DE GOMA, "QUI EST A LA BASE DE LA PERTE ENORME EN VIES HUMAINES ET D'IMPORTANT DEGATS MATERIEL" ?

Cette hypothèse que donne l'Action pour la Paix, l'Éducation et la Défense des Droits Humains en sigle **APEDH** est consécutive aux dernières déclarations faites par :

1. L'Honorable Jean BAPTISTE KASEKWA :

Ce député National élu de la ville de Goma a au cours du débat Dialogue Inter congolais de mardi 25 Mai sur les Ondes de la Radio Okapi à partir de 20h15minutes heure de Goma, confirmé avoir déjà initié une question avec débat depuis le mois de Mars de l'année en cours, interpellant le ministre national de la recherche scientifique de venir s'expliquer sur la gestion absurde de l'OVG, son non financement depuis la fin d'un projet de la Banque mondiale d'où il y aurait des agents fictifs qui bouffent la petite solde des vrais agents, une situation qui a créé la perturbation des activités depuis 2013. Malheureusement la question n'avait pas connu d'issue favorable par l'Assemblée Nationale et elle avait été « jeté à la poubelle » a fait savoir l'Hon. Jean Baptiste Kasekwa.

2. Célestin KASERERA MAHINDA Directeur Scientifique de l'OVG :

Celui-ci a au cours de l'interview accordé à la presse locale et internationale reconnu que les agents de l'OVG n'étaient plus motivés depuis un certain temps et qu'une grande partie de son matériel lui doté par son partenaire était bloqué à la DGDA faute de non paiement des frais de dédouanement. Selon l'OVG, la dépense publique, le budget alloué sur les deux dernières années sur papier était d'environ 1,2 Million de dollars américains et cela sur papier. Comme le Gouvernement ne mettait plus de moyen à la disposition de cette structure de surveillance des volcans, il a été difficile pour lui de contrôler ces mouvements, car cela nécessite un budget important.

3. La sirène d'alerte d'éruption « Amorphe », un danger pour la population :

Lu dans un Editorial du Journal bimensuel **LA REPUBLIQUE** paru le 05 Juillet 2019 à 09H57' Heure de Goma ; Ceci parle d'un gigantesque **containeur** frappé des insignes de la RDC et de la **MONUSCO** en signe de partenariat abritant ces matériels qui attirent la curiosité en signe d'un épouvantail de tout visiteur du bureau de l'Observatoire Volcanologique de Goma situé au pied du mont Goma.

L'**APEDH** pour sa part a juste constaté que c'est une coquille vide qui se trouve sur le lieu et cela en panne depuis son installation alors qu'elle portait l'espoir de tous les habitants de Goma qui avaient encore en tête l'éruption volcanique de 2002 et qui avait aussi entraînée de nombreuses pertes en vies humaines et d'important dégâts matériels. Signalons aussi que, cette sirène avait été remise officiellement à l'**OVG** par la **MONUSCO** un certain vendredi 03 Mars 2017 en présence du Gouverneur **Julien PALUKU KAHONGYA** à l'époque par Monsieur **Daniel Ruiz chef de Bureau** de la **MONUSCO** à l'époque d'où, il était signifié que ladite sirène coutait 200 milles dollars américains et pouvait alerter jusqu'à 6 Kilomètres de rayon, ce qui n'avait pas été le cas le jour de son inauguration même à moins de 500mètres, personne n'a saisi le **clackson**.

Promet de revenir pour sa réparation, Le donateur n'est plus arrivé et c'est constat honteux a été vécu le samedi 22 Mai 2021 aux environs de 19heures locale.



A.P.E.D.H

ACTION POUR LA PAIX, L'ÉDUCATION ET LA DÉFENSE DES DROITS HUMAINS

Plus de 50 morts, une centaine de blessés, des disparus ainsi que des enfants séparés de leurs familles en y ajoutant d'énormes dégâts dans moins de 48 heures alors que cela pourrait être évités, l'**APEDH** en sa qualité de défenseur des droits humains voit l'inaction du gouvernement congolais qui est passé outre de la loi portant protection de la vie humaine ; traduit en violation pure et simple des droits humains

Pour l'**APEDH**, le Gouvernement de la RDC au travers le ministre de la Recherche Scientifique doit des explications claires et nettes à la population, auxquelles les élus nationaux doivent s'y atteler et sanctionner les coupables qui ne veulent pas respecter les droits de l'homme et la dignité humaine dans notre pays.

Fait à Goma, le 27 Mai 2021

Pour l'APEDH

Coordination Nationale

A.P.E.D.H